



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2015 37– Règlement intérieur du Comité de suivi

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert Autolib' ;

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' Métropole ;

Vu l'article 69 de la convention de délégation de service public ;

Considérant que le Comité de suivi doit établir un règlement intérieur ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du règlement intérieur ci- annexé.

La Présidente du Comité syndical,



M. P. de la Gontrie

Marie-Pierre de la Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 37– Règlement intérieur du Comité de suivi

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

EXPOSE DES MOTIFS

Le 25 février 2011, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, dont la création a été autorisée par arrêté préfectoral n°2009-192-1, a signé une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, avec la Société Autolib'.

Il est indiqué au Titre XIX de la convention de délégation de service public, que le concédant (le Syndicat mixte Autolib' Métropole) et le délégataire (la Société Autolib') « collectivement dénommés les Parties » ont convenu d'établir une relation partenariale étroite visant à prévenir et à résoudre, par consensus, l'ensemble des difficultés qui pourraient surgir. A cet effet, et conformément à l'article 69 de la convention de délégation de service public, Il a été institué un Comité de suivi. Ce même article précise que le Comité de suivi doit établir un règlement intérieur.

C'est pourquoi, Il est proposé aux membres du Comité Syndical de prendre acte du règlement intérieur du Comité de suivi.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en prendre acte.

La Présidente



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

COMITÉ DE SUIVI

SOMMAIRE

PREAMBULE	Page 3
ARTICLE 1 / Objet	Page 3
ARTICLE 2 / Composition.....	Page 3
ARTICLE 3 / Attributions du Comité de suivi.....	Page 4
ARTICLE 4 / Organisation du Comité de suivi.....	Page 4
ARTICLE 5 / Périodicité des réunions et lieu.....	Page 5

PREAMBULE

Le 25 février 2011, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, dont la création a été autorisée par arrêté préfectoral n°2009-192-1, a signé une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, avec la Société Autolib'.

Il est indiqué au Titre XIX de la convention de délégation de service public, que le concédant (le Syndicat mixte Autolib' Métropole) et le délégataire (la Société Autolib') « collectivement dénommés les Parties » ont convenu d'établir une relation partenariale étroite visant à prévenir et à résoudre, par consensus, l'ensemble des difficultés qui pourraient surgir. A cet effet, et conformément à l'article 69 de la convention de délégation de service public, Il a été institué un Comité de suivi. Ce même article précise que le Comité de suivi doit établir un règlement intérieur.

ARTICLE 1^{er} : Objet

Le Comité de suivi est une instance de dialogue et d'échanges entre le concédant et le délégataire. Il vise notamment « à prévenir et à résoudre par consensus et au fil de l'eau, l'ensemble des difficultés d'interprétation ou de mise en œuvre » de la convention de délégation de service public « pouvant surgir tant au niveau des investissements que dans chacune des phases que de l'exploitation ».

ARTICLE 2 : Composition

Selon l'article 69 de la convention de délégation de service public, le Comité de suivi comprend « au minimum cinq (5) représentants du concédant et au minimum cinq (5) représentants du délégataire ».

Concernant les représentants du concédant, il est proposé que les membres élus du Bureau du Comité syndical siègent au Comité de suivi, ainsi que la directrice du Syndicat et un agent du Syndicat qualifié selon l'ordre du jour.

Concernant les représentants du délégataire, il est proposé que les membres soient en nombre identique à celui du concédant ;

L'article 69 de la convention de délégation de service public précise qu'en « fonction de situations particulières, il pourra être fait appel à une ou plusieurs personnalités extérieures ou à des experts. »

En cas de vacance d'un(e) représentant(e), il/elle pourra être remplacé(e) à tout moment par un/une autre représentant(e) de la partie qui l'a nommé(e).

ARTICLE 3 : Attributions du Comité de suivi

Le Comité de suivi est chargé notamment :

1 – Du suivi des conditions d'exécution de la convention ;

2 - De la résolution de tout malentendu ou litige, et de la prévention des risques :

Selon le 7^{ème} alinéa de l'article 69 de la convention susvisée, dès « qu'une partie estime qu'un malentendu est susceptible de naître, elle s'oblige, avant toute forme de procédure à soumettre le malentendu ou le litige potentiel au Comité de suivi » chargé d'aboutir à une solution de consensus satisfaisante pour les deux parties. Le point de litige à traiter devra être inscrit à l'ordre du jour du comité suivant la demande d'une des deux parties.

Dans le cas où un différend subsisterait 30 jours après la tenue du Comité de suivi, la partie qui demeure non satisfaite devra rédiger un rapport faisant état des points non résolus et le communiquer à l'autre partie ainsi qu'au Comité de suivi, par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Comité de suivi disposera ensuite de 15 jours pour établir un rapport synthétisant la position des parties.

La partie qui demeure non satisfaite devra, si elle entend poursuivre le processus de résolution amiable du différend, soumettre ce dernier dans un délai de trente jours à peine de forclusion au Comité de conciliation (article 70 de la convention).

3 - D'examiner les comptes de la DSP :

Une fois par an, le Comité de suivi examinera les comptes de la DSP dans le cadre de la production du rapport annuel du délégataire, et répond à ce titre aux missions de la commission de contrôle financier prévue à l'article R2222-3 du CGCT.

ARTICLE 4 : Organisation du Comité de suivi

Les parties se concertent pour fixer ensemble la date de la réunion du Comité de suivi. Un projet d'ordre du jour du Comité de suivi est établi conjointement.

La convocation est transmise aux membres, par courriel, et par les services du Syndicat.

Chaque partie peut abonder l'ordre du jour de chaque réunion, sous réserve d'en avertir l'autre partie au plus tard une semaine avant la réunion du Comité de suivi.

Les réunions donnent systématiquement lieu à la rédaction d'un relevé de décisions établi, alternativement, par l'une ou l'autre des parties et validé sous 2 semaines.

ARTICLE 5 : Périodicité des réunions - Lieu

Le Comité de suivi se réunit tous les 90 jours (article 11 avenant n°6). Il peut également se réunir de manière extraordinaire, à la demande expresse de l'une ou l'autre des parties dans un délai de 10 jours. La partie demanderesse devra alors avancer les motifs justifiant la tenue d'une telle réunion.

Le Comité de suivi se réunit au siège d'Autolib' Métropole ou en tout autre lieu fixé en accord avec le délégataire.

